

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1570>



Contribution de l'ÉE à l'entrée du CDFN (Novembre 2013)

- FSU - CDFN - CDFN 2013-2014 -



Date de mise en ligne : samedi 30 novembre 2013

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

20 milliards de crédit d'impôt aux entreprises, sans contrepartie ni contrôle ; plus de 1000 plans sociaux en un an ; 14,7 % de la population relevant de la pauvreté...

Les chiffres se succèdent pour épinglez une politique gouvernementale de plus en plus désastreuse : conséquence logique, l'Ifop annonce une nouvelle baisse de popularité de F. Hollande qui fait de lui le président qui recueille l'adhésion la plus minimale de toute la Vème République, avec 20 % seulement d'avis favorables.

La crise à laquelle nous sommes confrontés est donc multiple : une crise économique, bien sûr, mais aussi une crise sociale qui engendre des drames personnels et des maux collectifs.

Ceux-ci sont aussi la conséquence d'une crise écologique qui se traduit par une marchandisation sans limite de la nature, y compris des humains, totalement inféodée aux règles de rationalisation et de rendement économique. C'est enfin une crise politique conséquente.

Les organisations syndicales ont une grande responsabilité pour faire face à toute ces crises.

Les remèdes socio-libéraux imposés à l'Europe en crise par la Troïka et les gouvernements, notamment l'austérité généralisée, continuent de saigner les populations d'Espagne, de Grèce ou du Portugal en engraisant toujours plus les spéculateurs en tout genre.

Le capitalisme financier est sorti de la crise, lui, se réorganise brutalement et est à l'offensive. En témoignent les millions de jeunes au chômage, les plans sociaux qui se multiplient. En témoigne également la multiplication des projets d'accords bilatéraux de libéralisation, d'extension du règne marchand et de déni de démocratie.

Il en est ainsi de l'accord UE - Canada, qui prévoit la possibilité pour des multinationales de poursuivre les législations ou règlements ayant un impact sur les perspectives de profit des multinationales, ou du projet de Grand Marché Transatlantique (UE - États-Unis). En s'appuyant sur des mécanismes qui soumettent le droit public aux règles et normes commerciales, ces accords constituent un danger énorme pour tout ce qui relève des règles de protection sociale et de la nature.

Lire la suite dans le fichier joint.